

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2542

12 octobre 2013

SOMMAIRE

Abelia Consult S.A.	121971	Dakota Investments S.A.	121972
Adeje S.A.	122013	Dannyboy S.A.	121973
AINA Hospitality Investment GP	121970	Delek Luxembourg S.à r.l.	121972
Airport-Energy S.A.	121974	Dereal S.A.	121970
AssetLogic S.à r.l.	121986	DE VERBAND (Fédération Agricole d'Achat et de Vente)	121972
BCP BRW Luxembourg S. à r.l.	121975	Dirbach Plage Exploitation S.à r.l.	121972
B-Cube S.à r.l.	121970	DME-1 S.à r.l.	121998
B-Cube S.à r.l.	121970	DolphinLux 1 S.à r.l.	121971
Berkeley 1 S.à r.l.	121975	DolphinLux 2 S.à r.l.	121972
BIA S.A.	121975	Dominiona S.à r.l.	121973
Birdie SPF S.A.	121975	Dommel Investments S.A.	121973
Body & Beauty S.A.	121977	EMRT European Metal Resources Trading S.à r.l. et Cie, S.e.c.s.	121974
Brax Investments S.A.	121978	EPF Arena S.à r.l.	121974
BRE/Chestnut MidCo S.à r.l.	121977	EPF Fronhofer Galeria S.à r.l.	121978
BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l.	121977	European Business Management & Part- ners S.A.	121976
Broekhof Holding B.V. S.à r.l.	121978	Ferris Investments S.A.	121976
Broekhof Holding B.V. S.à r.l.	121978	Financière Versailles S.à r.l. sub 3	121976
Buxus SPF S.A.	121979	First Euro Industrial Properties S.à r.l. ..	121973
Calvasina Luxembourg S.à r.l.	121977	Five Arrows Mezzanine Debt Holder ...	121973
Capellen Services Sàrl	121977	Franklin Templeton Shariah Funds	121975
Cloisinvest S.A.	121977	FSB-Systems S.A.	121980
Coal Energy S.A.	121979	Generations Global Growth	121980
Colfin Europe S.à r.l.	121979	GP Lux HoldCo S.à r.l.	121981
Compagnie Financière Céleste S.A.	121980	GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l.	121981
Concorde Industrie Trading S.A.	121971	GSLP International S.à r.l.	122016
Cornwall (Luxembourg) S.à r.l.	121971	Performance Fibers Europe 2, S.à r.l. ...	121976
CPM Développement S. à r. l.	121974	S.D.D.T. Lux S.à r.l.	122009
CPM Développement S. à r. l.	121971		
Croatia Development JV (Lux) S.A.	121978		
Culligan International S.à r.l.	121979		
Culligan Investments S.à r.l.	121980		

B-Cube S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 94.109.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122283/10.

(130148673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

AINA Hospitality Investment GP, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.182.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales signé en date du 29 juillet 2013 que:

Michael Ernestus, transfère 4,166 parts sociales, qu'il détient dans AINA Hospitality Investment GP, à Liza Masias né le 18 juillet 1965 à Lima au Pérou et demeurant à Drève de la Vanette 5, 1410 Waterloo en Belgique.

Depuis cette date, les parts sociales de la société sont réparties comme suit:

- Michael Ernestus: 4,167 parts sociales
- Liza Masias: 4,166 parts sociales
- Jaume Tapies Ibern: 4,167 parts sociales

Luxembourg, le 27 août 2013.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2013122265/18.

(130148735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

B-Cube S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 94.109.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122284/10.

(130148674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dereal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 103.556.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 août 2013 que Monsieur Jérôme DOMANGE, directeur de société, avec adresse professionnelle à L - 1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont, a été coopté en fonction d'administrateur en remplacement de Monsieur Nicolas SCHAEFFER, démissionnaire.

Luxembourg, le 16 août 2013.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Gabriele Schneider

Administrateur

Référence de publication: 2013122370/16.

(130148885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Cornwall (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 127.594.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 26 août 2013

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. Monsieur Eric MAGRINI a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
3. Monsieur Pierre CLAUDEL, administrateur de sociétés, né à Schiltigheim (France), le 23 mai 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Jérôme DEVILLET, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 21 mai 1986, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28 août 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CORNWALL (LUXEMBOURG) S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122357/20.

(130148942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**Concorde Industrie Trading S.A., Société Anonyme,
(anc. Abelia Consult S.A.).**

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 81.806.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 25 avril 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 24 mai 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013122354/14.

(130149108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

CPM Développement S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 112.217.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122358/10.

(130148747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

DolphinLux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 132.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122363/10.

(130149237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dakota Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.920.

—

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2013.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2013122366/12.

(130148886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

DolphinLux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 132.290.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122364/10.

(130149236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Delek Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1141 Luxembourg, 103, rue des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 4.427.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 2013.

Référence de publication: 2013122369/11.

(130149148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

DE VERBAND (Fédération Agricole d'Achat et de Vente), Société Coopérative.

Siège social: L-2411 Luxembourg, 1-3, rue F.W. Raiffeisen.

R.C.S. Luxembourg B 26.985.

—

Les comptes annuels du 01.01.2012 au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122368/10.

(130148867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dirbach Plage Exploitation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9153 Dirbach, Dirbach Plage.

R.C.S. Luxembourg B 107.891.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Johannes DEN HOLLANDER

Gérant

Référence de publication: 2013122372/11.

(130149111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dannyboy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.906.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122367/10.

(130148807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dominiona S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 172.026.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013122374/10.

(130148685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Five Arrows Mezzanine Debt Holder, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 114.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013122409/10.

(130148917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Dommel Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 59.926.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2013122375/13.

(130148775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

First Euro Industrial Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 88.533.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Un gérant

Référence de publication: 2013122408/11.

(130148800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

CPM Développement S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 112.217.

Extrait des résolutions de l'associé unique prises à Luxembourg lors de l'assemblée générale ordinaire du 08 août 2013

L'assemblée générale a pris note du changement suivant:

- Transfert de l'adresse professionnelle de Monsieur Emmanuel Limido au Sheikh Zayed Road, Shangri La Residence 5018, Dubaï (Emirats Arabes Unis).

Luxembourg, le 8 Août 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013122359/15.

(130149047) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

EMRT European Metal Resources Trading S.à r.l. et Cie, S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 52, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 133.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122389/9.

(130149053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

EPF Arena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 128.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

EPF Arena S.à r.l.

Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2013122391/13.

(130148692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Airport-Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 101.895.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 avril 2012 de la société pré-qualifiée que la résolution suivante a été adoptée:

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé étant arrivé à échéance, l'assemblée mandate comme réviseur d'entreprises agréé PricewaterhouseCoopers Sàrl dont le siège social se trouve à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch pour un terme arrivant à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2015 (exercices sociaux 2012 à 2014).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2013.

Pour Airport-Energy S.A.

Charles KLEIN

Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013122826/17.

(130150128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2013.

Berkeley 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 132.754.

Les comptes annuels au 19 janvier 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122285/10.

(130148827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

BCP BRW Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 164.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122292/10.

(130148828) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

BIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 93.879.

Dépôt rectificatif du 31.07.2012 Sous la Référence L120134806

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122294/10.

(130149143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Birdie SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 54.847.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122297/9.

(130149079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Franklin Templeton Shariah Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 8A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 169.965.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration prend acte que les administrateurs de la Société ont été nommés pour une période se terminant à l'approbation des comptes annuels de la Société pour l'exercice clos au 31 octobre 2013.

Selon l'article 10 des statuts de la Société, les comptes annuels clos au 31 octobre 2013 seront approuvés lors de l'assemblée générale qui se tiendra le 31 mars 2014. En conséquence, le mandat des administrateurs de la Société se finira le 31 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FRANKLIN TEMPLETON SHARIAH FUNDS

Référence de publication: 2013122423/15.

(130148821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Ferris Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 168.449.

Il résulte des actes de la Société que Monsieur Nicolo Pio Barattieri di San Pietro, résidant professionnellement au 21, Collingham Road, GB - SW5 ONU Londres a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur en date du 27 août 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FERRIS INVESTMENTS S.A
Société Anonyme
Signatures

Référence de publication: 2013122401/14.

(130149008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Financière Versailles S.à r.l. sub 3, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 89.681.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 21 décembre 2012.

Suite à une assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2012, il a été prononcé la clôture de la liquidation de la Société Financière Versailles Sàrl Sub 3, qui cessera d'exister.

L'assemblée a décidé que les livres et documents de la société resteront déposés pendant 5 années à l'ancien siège de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FINANCIERE VERSAILLES SUB 3
Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013122402/16.

(130148791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

European Business Management & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 93, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 103.051.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122399/9.

(130148869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Performance Fibers Europe 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4902 Bascharage, Z.I. Bommelscheuer.
R.C.S. Luxembourg B 113.980.

Nous déclarons que l'adresse de la société Performance Fibers Europe 2 SARL est devenue depuis le 1^{er} juillet 2012:

ZAE Robert Steichen
Rue Bommel, 5
L-4940 Hautcharage

Nous déclarons que l'adresse de Monsieur Gregory Vas Nunes est changée depuis le 1^{er} juillet 2012:

ZAE Robert Steichen
Rue Bommel, 5
L-4940 Hautcharage

Référence de publication: 2013122615/15.

(130148888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Cloisinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 74.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CLOISINVEST S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013122348/11.

(130149242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Calvasina Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 61.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque S.A.

Société anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2013122334/13.

(130148699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Body & Beauty S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 96.754.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013122299/10.

(130148853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. BRE/Chestnut MidCo S.à r.l.).**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 159.005.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013122301/9.

(130149295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Capellen Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1141 Luxembourg, 103, rue des Artisans.
R.C.S. Luxembourg B 69.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 août 2012.

Référence de publication: 2013122336/11.

(130149146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Brax Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 110.267.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013122300/10.

(130148851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Broekhof Holding B.V. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 94.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122302/9.

(130149080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Broekhof Holding B.V. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 94.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122303/9.

(130149081) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Croatia Development JV (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 137.202.

Hesperange Nominees Limited démissionne, par la présente, du mandat de Commissaire aux Comptes de la société anonyme Croatia Development JV (Lux) S.A., ayant son siège social au 64 rue Principale, L-5367 Schuttrange, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

SHRM Financial Services (Luxembourg) S.A.

Domiciliaire de sociétés

Référence de publication: 2013122329/13.

(130149116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

EPF Fronhofer Galeria S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2013.

EPF Fronhofer Galeria S.à r.l.

Mr. Richard Crombie / Mr. Mark Doherty

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013122392/13.

(130148694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Coal Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.144.

—
Veuillez prendre note que Monsieur Mykhail Zolotarov, né le 28 janvier 1980 à Oblast de Donetsk, en Ukraine et ayant pour adresse le 11, Dzerzhinskogo Street, Krasniy Partizan Settlement, Makeevka, Ukraine, a présenté sa démission en tant qu'administrateur de classe A de la Société, effective à la date du 22 août 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2013122319/14.

(130148606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Buxus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 54.918.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013122308/9.

(130149064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Culligan International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 102.911.

—
EXTRAIT

En date du 22 août 2013, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Susan Elisabeth Bennett, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de Scott G. Clawson, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de Jacques de Patoul, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Paul D. Martin, avec adresse professionnelle au 9399 W. Higgings Road, Suite 1100, Rosemont, Illinois, USA 60018, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
- James J. Barnes, avec adresse professionnelle au 9399 W. Higgings Road, Suite 1100, Rosemont, Illinois, USA 60018, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
- Erik Johan Cornelis Schoop, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013122331/21.

(130149232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Colfin Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.845.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 77.742.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 28 août 2013.

Référence de publication: 2013122349/10.

(130149169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Compagnie Financière Céleste S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5753 Frisange, 43, Parc Lésigny.

R.C.S. Luxembourg B 72.092.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013122351/11.

(130148995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Culligan Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 101.989.

EXTRAIT

En date du 22 août 2013, l'associé unique de la Société a approuvé les résolutions suivantes:

- La démission de Susan Elisabeth Bennett, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de Scott G. Clawson, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- La démission de Jacques de Patoul, en tant que gérant de la Société, est acceptée avec effet immédiat.
- Paul D. Martin, avec adresse professionnelle au 9399 W. Higgings Road, Suite 1100, Rosemont, Illinois, USA 60018, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
- James J. Barnes, avec adresse professionnelle au 9399 W. Higgings Road, Suite 1100, Rosemont, Illinois, USA 60018, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.
- Erik Johan Cornelis Schoop, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau gérant de la Société avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013122332/21.

(130149234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

FSB-Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.095.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013122428/11.

(130148994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

Generations Global Growth, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.777.

Der Jahresabschluss vom: 31. März 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Generations Global Growth

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2013122435/11.

(130149246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

**GP Lux HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l.).**

Capital social: CHF 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 177.804.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of July,

Before the undersigned, Me Henri Hellinckx, a notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 177.804, having a share capital amounting to twenty thousand Swiss Francs (CHF 20,000.-), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 27 May 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 8 July 2013 under number 77842 (the Company).

THERE APPEARED:

GP Investment Ltd., having its registered address at Ingham & Wilkinson Building, 129 Front Street, Penthouse, suite 3 Hamilton, HM12, Bermuda, listed on BOVESPA stock exchange under code GPIV11:BZ (the Sole Shareholder),

here represented by Regis Galiotto, notary's clerk, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as set out above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. change of name of the Company from GP Secondaries Investment my Company Lux S.a r.l. to GP Lux HoldCo S.a r.l.;

2. subsequent amendment to article 1 of the articles of association of the Company in order to reflect the change adopted under item 1;

3. increase of the share capital of the Company by an amount of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twenty thousand Swiss Francs (CHF 20,000.-), represented by two million (2,000,000) shares in registered form, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, to an amount of twenty thousand Swiss Francs and one cent of Swiss Franc (CHF 20,000.01), represented by two million and one (2,000,001) shares in registered form, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, by way of the creation and issuance of one (1) new share of the Company, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01);

4. subscription for and payment of the newly issued share as specified under item 3 above by contribution in kind;

5. subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the changes adopted under item 3 above;

6. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company; and

7. miscellaneous.

III. The Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the name of the Company from GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l. to GP Lux HoldCo S.à r.l.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name.** The name of the Company is "GP Lux HoldCo S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular, the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles)."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twenty thousand Swiss Francs (CHF 20,000.-), represented by two million (2,000,000) shares in registered form, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, to an amount of twenty thousand Swiss Francs and one cent of Swiss Franc (CHF 20,000.01), represented by two million and one (2,000,001) shares in registered form, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, by way of the creation and issuance of one (1) new share of the Company, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01).

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription and Payment

Thereupon, the Sole Shareholder, pre-named and represented as stated above, declares to subscribe for one (1) new share of the Company, in registered form having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01), and agrees to pay it in full by a contribution in kind consisting of (i) three hundred twenty million (320,000,000) shares it holds in GP Swiss Ltd., a limited company existing and organized under the laws of Switzerland, having its registered office at Alpens-trasse 15, 6304 Zug, Switzerland, registered with the register of commerce and companies of the Canton of Zug under number CH-170.3.037.923-5 (GP Swiss), having a par value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, representing an aggregate amount of three million two hundred thousand Swiss Francs (CHF 3,200,000.-) (the Shares) and (ii) a receivable in an amount of six million four hundred and sixty thousand six hundred and nineteen Swiss Francs (CHF 6,460,619) it has towards GP Swiss (the Receivable and together with the Shares, the Contribution).

The Contribution in the aggregate amount of nine million six hundred and sixty thousand six hundred and nineteen Swiss Francs (CHF 9,660,619) shall be allocated as follows:

- (i) an amount of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) to the share capital account of the Company; and
- (ii) the remaining amount of nine million six hundred and sixty thousand six hundred and eighteen and ninety nine cents Swiss Francs (CHF 9,660,618.99) to the share premium account of the Company.

The valuation of the Shares is evidenced inter alia, by (i) an interim balance sheet of the Sole Shareholder dated 30 June 2013 signed for approval by the management of the Sole Shareholder (the Balance Sheet) and (ii) a contribution certificate issued by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company, stating that:

1. the Sole Shareholder is the legal and beneficial owner of the Shares;
2. the Shares are fully paid-up;
3. the Sole Shareholder is solely entitled to the Shares and possesses the power to dispose of the Shares;
4. the Shares are not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Shares and the Shares are not subject to any attachment;
5. there exist neither pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Shares be transferred to it;
6. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Shares are freely transferable;
7. all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Shares to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of the Sole Shareholder, will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which the Sole Shareholder is registered;
8. based on applicable generally accepted accounting principles, the value of the Shares is at least equal to three million two hundred thousand Swiss Francs (CHF 3,200,000.-) as shown by the interim accounts of the Sole Shareholder and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and
9. all formalities to transfer the legal ownership of the Shares contributed to the Company have been or will be accomplished by the Sole Shareholder and upon the contribution of the Shares by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the contribution"

The valuation of the Receivable is evidenced inter alia, by (i) the Balance Sheet and (ii) a contribution certificate issued by the management of the Sole Shareholder and acknowledged and approved by the management of the Company, stating that:

- "1. the Sole Shareholder is the legal and beneficial owner of the Receivable;
2. the Receivable is certain and will be due and payable on its due date without deduction (certain, liquide et exigible);
3. the Sole Shareholder is solely entitled to the Receivable and possesses the power to dispose of the Receivable;

4. the Receivable is not encumbered with any pledge or usufruct, there exists no right to acquire any pledge or usufruct on the Receivable and the Receivable is not subject to any attachment;

5. there exist no rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that the Receivable be transferred to it;

6. according to the applicable law and respective articles of association or other organizational documents, as amended, the Receivable is freely transferable;

7. all corporate, regulatory and other approvals for the execution, delivery and performance of the Receivable to the Company, as the case may be, have been obtained or, in the case of the Sole Shareholder will be obtained in a manner permitted by the laws of the jurisdiction in which the Sole Shareholder is registered;

8. based on generally accepted accounting principles, the value of the Receivable is at least equal to six million four hundred and sixty thousand six hundred and nineteen Swiss Francs (CHF 6,460,619) as shown by the interim accounts of the Sole Shareholder and since such valuation no material changes have occurred which would have depreciated the contribution made to the Company; and

9. all formalities to transfer the legal ownership of the Receivable contributed to the Company have been or will be accomplished by the Company and upon the contribution of the Receivable by the Sole Shareholder to the Company, the Company will become the full owner of the contribution"

Such certificates and a copy of the Balance Sheet, after signature ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Fifth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, so that it shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at twenty thousand Swiss Francs and one cent of Swiss Franc (CHF 20,000.01) represented by two million and one (2,000,001) shares in registered form, having a nominal value of one cent of Swiss Franc (CHF 0.01) each, all subscribed and fully paid-up."

Sixth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name, and on behalf, of the Company with the registration of the newly issued share in the register of shareholders of the Company.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with this notarial deed are estimated at approximately four thousand two hundred Euros (EUR 4,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing party, that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

This notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorized representative of the appearing party.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuvième jour du mois de juillet,

Pardevant le soussigné, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, s'est tenue une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique (l'Assemblée) de GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 15, rue Edouard Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 177.804, disposant d'un capital social de vingt mille Francs Suisses (CHF 20.000.-), constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 8 juillet 2013 sous le numéro 77842 (la Société).

A COMPARU:

GP Investment Ltd., dont le siège social est établi au Ingham & Wilkinson Building, 129 Front Street, Penthouse, suite 3 Hamilton, HM12, les Bermudes, listée au BOVESPA stock exchange sous l'identifiant GPIV11:BZ (l'Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

I. modification de la dénomination de la Société de GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l. à GP Lux HoldCo S.à r.l.;

II. modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société afin de refléter la modification adoptée au point 1;

III. augmentation du capital social de la Société d'un montant de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt mille Francs Suisses (CHF 20.000,-), représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, à un montant de vingt mille Francs Suisses et un centime (CHF 20.000,01), représenté par deux millions et une (2.000.001) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01);

IV. Souscription à et paiement de la nouvelle part sociale mentionnée sous le point 3 ci-dessus par un apport en nature;

V. modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter les changements adoptés au point 3 ci-dessus;

VI. modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tous les gérants de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement de la nouvelle part sociale émise dans le registre des associés de la Société; et

VII. divers.

III. l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société de GP Secondaries Investment Company Lux S.à r.l. à GP Lux HoldCo S.à r.l.

Deuxième résolution

En conséquence de la précédente résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Dénomination.** Le nom de la société est "GPLux HoldCo S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts)."

Troisième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt mille Francs Suisses (CHF 20.000,-), représenté par deux millions (2.000.000) de parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, à un montant de vingt mille Francs Suisses et un centime (CHF 20.000,01), représenté par deux millions et une (2.000.001) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, par la création et l'émission d'une (1) nouvelle part sociale de la Société, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription suivante et la libération intégrale de l'augmentation de capital comme suit:

Souscription et Paiement

Sur ce, l'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à une (1) nouvelle part sociale de la Société, sous forme nominative ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01), et de la libérer intégralement par un apport en nature consistant en (i) trois cent vingt millions (320.000.000) parts sociales qu'il détient dans GP Swiss Ltd., une société à responsabilité limitée régie selon les lois de Suisse, dont le siège social est établi au 15 Alpenstrasse, 6304 Zug, Suisse, immatriculée au registre de commerce et des sociétés du Canton de Zug sous le numéro CH-170.3.037.923-5 (GP Swiss), ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, représentant un montant total de trois millions deux cent mille Francs Suisses (CHF 3.200.000,-) (les Parts Sociales) et (ii) une créance d'un montant de six millions quatre cent soixante mille six cent dix-neuf Francs Suisses (CHF 6.460.619) qu'il détient envers GP Swiss (la Créance et avec les Parts Sociales, l'Apport).

L'Apport d'un montant total de neuf millions six cent soixante mille six cent dix-neuf Francs Suisses (CHF 9.660.619) sera affecté comme suit:

- (i) un montant de un centime de Franc Suisse (CHF0,01) au compte de capital social de la Société; et
- (ii) le montant restant de neuf millions six cent soixante mille six cent dix-huit Francs Suisses et quatre-vingt-dix-neuf centimes (CHF 9.660.618,99) au compte de prime d'émission de la Société.

L'estimation des Parts Sociales est démontrée inter alia par (i) un bilan intérimaire de l'Associé Unique daté du 30 juin 2013 signé pour approbation par la gérance de l'Associé Unique (le Bilan) et (ii) un certificat d'apport émis par la gérance de l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, attestant que:

- "1. l'Associé Unique est le propriétaire légal et le bénéficiaire des Parts Sociales;
- 2. les Parts Sociales sont entièrement libérées;
- 3. l'Associé Unique est le seul ayant droit des Parts Sociales et possède le droit d'en disposer;
- 4. les Parts Sociales ne sont grevées d'un quelconque nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur les Parts Sociales et les Parts Sociales ne font l'objet d'aucune sûreté;
- 5. il n'existe aucun droit de préemption ni tout autre droit en vertu duquel une personne pourrait demander que les Parts Sociales lui soient cédées;
- 6. en vertu du droit applicable et des statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, les Parts Sociales sont librement cessibles;
- 7. toutes les approbations d'entreprises, réglementaires ou autres pour l'exécution, la délivrance et la performance des Parts Sociales à la Société, le cas échéant, ont été obtenues ou, dans le cas de l'Associé Unique seront obtenues d'une manière permise par les lois de la juridiction dans laquelle l'Associé Unique est immatriculé;
- 8. sur base de principes comptables généralement acceptés, la valeur des Parts Sociales est au moins égale à trois millions deux cent mille Francs Suisses (CHF3.200.000,-) démontrée par les comptes intermédiaires de l'Associé Unique et aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu depuis cette évaluation; et
- 9. toutes les formalités dans le cadre du transfert de la propriété légale des Parts Sociales apportées à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique et dès l'apport des Parts Sociales par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra le propriétaire de plein droit de l'apport."

L'estimation de la Créance est démontrée inter alia par (i) le Bilan et (ii) un certificat d'apport émis par la gérance de l'Associé Unique et reconnu et approuvé par la gérance de la Société, attestant que:

- "1. l'Associé Unique est le propriétaire légal et le bénéficiaire de la Créance;
- 2. La Créance est certaine, liquide et exigible en date due sans aucune déduction,
- 3. l'Associé Unique est le seul ayant droit de la Créance et possède le droit d'en disposer;
- 4. la Créance n'est grevée d'un quelconque nantissement ou usufruit, il n'existe aucun droit d'acquérir un nantissement ou un usufruit sur la Créance et la Créance ne fait l'objet d'aucune sûreté;
- 5. il n'existe aucun droit de préemption ni tout autre droit en vertu duquel une personne pourrait demander que la Créance lui soit cédée;
- 6. en vertu du droit applicable et des statuts ou autres documents constitutifs respectifs, tels que modifiés, la Créance est librement cessible;
- 7. toutes les approbations d'entreprises, réglementaires ou autres pour l'exécution, la délivrance et la performance de la Créance à la Société, le cas échéant, ont été obtenues ou, dans le cas de l'Associé Unique seront obtenues d'une manière permise par les lois de la juridiction dans laquelle l'Associé Unique est immatriculé;
- 8. sur base de principes comptables généralement acceptés, la valeur de la Créance est au moins égale à six millions quatre cent soixante mille six cent dix-neuf Francs Suisses (CHF 6.460.619,-) démontrée par les comptes intermédiaires de l'Associé Unique et aucun changement matériel qui aurait déprécié l'apport fait à la Société n'a eu lieu depuis cette évaluation; et
- 9. toutes les formalités dans le cadre du transfert de la propriété légale de la Créance apportée à la Société ont été ou seront accomplies par l'Associé Unique et dès l'apport de la Créance par l'Associé Unique à la Société, la Société deviendra le propriétaire de plein droit de l'apport."

Lesdits certificats et une copie du Bilan après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social est fixé à vingt mille Francs Suisses et un centime de Franc Suisse (CHF 20.000,01), représenté par deux millions et une (2.000.001) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un centime de Franc Suisse (CHF 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

121986

Sixième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus et donne pouvoir et autorise tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement de la part sociale nouvellement émise dans le registre des associés de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, l'Assemblée est levée.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte notarié, sont d'environ quatre mille deux cents euros (EUR 4.200.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé anglais, suivi d'une version française, et en cas de divergences, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, le présent acte est passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent acte, le notaire le signe avec le mandataire de la partie comparante.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 juillet 2013. Relation: LAC/2013/35101. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013121793/291.

(130148228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2013.

AssetLogic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 179.761.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first of August.

Before us Maitre Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg

THERE APPEARED:

1. Mr Samuel Douglass Gilstrap, born in Santa Monica, California, USA on 12 April 1972, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 13 August 2013, and

2. Mr Bret Travis Prawitt, born in Salt Lake City, Utah, USA on 16 May 1970, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 13 August 2013, and

3. Mr Melvin McColloch, born in Grand Junction, Colorado, USA on 12 September 1936, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 14 August 2013, and

4. Mr David Dalrymple, born in Stanford, California, USA on 23 October 1977, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 13 August 2013, and

5. Mr Scott Silva, born in Modesto, California, USA on 1 December 1969, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 14 August 2013, and

6. Mr Jason Hanck, born in Newport Beach, California, USA on 25 April 1969, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 14 August 2013, and

7. Mr Kyle Barker, born in Fresno, California, USA on 4 April 1991, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in San Luis Obispo, CA, USA, on 13 August 2013, and

8. Mr Evan Gilstrap, born in Hollywood, California, USA on 30 June 1974, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

here represented by Mrs Feirouz Ben Harira, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given in Freemont, CA, USA, on 14 August 2013.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "AssetLogic S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The Company may hold participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, acquire by purchase, subscription or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise securities of any kind and administrate, manage, control and develop its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may further, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may further act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may further develop, promote as well as provide support pertaining to the information technology business. It may develop, manage, distribute and sell access to online platforms notably allowing to securely store, manage, audit and exchange confidential information. It may develop, manage, buy, distribute and sell, any software or product related to online platforms notably allowing to securely store, manage, audit and exchange confidential information, or any other product directly or indirectly related to the Company's purpose.

2.6 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

5.4 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of managers shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription. However, the general meeting of shareholders, called to resolve upon an increase of the Company's share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s). Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Décisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and Vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and Powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

13.4 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

Art. 14. Appointment, Removal and Term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Décisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote.

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any manager.

18.2 Décisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the sole signature of any manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and Allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2013.
2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed as follows:

- Five thousand nine hundred seventy two (5,972) shares have been subscribed by Mr Samuel Douglass Gilstrap, aforementioned, for the price of five thousand nine hundred seventy two euro (EUR 5,972); and
- One thousand nine hundred ninety one (1,991) shares have been subscribed by Mr Bret Travis Prawitt, aforementioned, for the price of one thousand nine hundred ninety one euro (EUR 1,991); and
- One thousand nine hundred ninety one (1,991) shares have been subscribed by Mr Melvin McColloch, aforementioned, for the price of one thousand nine hundred ninety one euro (EUR 1,991); and
- Nine hundred ninety six (996) shares have been subscribed by Mr David Dalrymple, aforementioned, for the price of nine hundred ninety six euro (EUR 996); and
- Five hundred ninety (590) shares have been subscribed by Mr Scott Silva, aforementioned, for the price of five hundred ninety euro (EUR 590); and
- Three hundred ninety eight (398) shares have been subscribed by Mr Kyle Barker, aforementioned, for the price of three hundred ninety eight euro (EUR 398); and
- Three hundred seventy five (375) shares have been subscribed by Mr Evan Gilstrap, aforementioned, for the price of three hundred seventy five euro (EUR 375); and
- One hundred eighty seven (187) shares have been subscribed by Mr Jason Hanck, aforementioned, for the price of one hundred eighty seven euro (EUR 187).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 19 rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Mr Samuel Douglass Gilstrap, born in Santa Monica, California, USA on 12 April 1972, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA; and

(ii) Mr Bret Travis Prawitt, born in Salt Lake City, Utah, USA on 16 May 1970, professionally residing at 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille treize, le vingt et un août.

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Samuel Douglass Gilstrap, né(e) à Santa Monica, Californie, USA le 12 avril 1972, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 13 août 2013, et

2. Monsieur Bret Travis Prawitt, né(e) à Salt Lake City, Utah, USA le 16 Mai 1970, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 13 août 2013, et

3. Monsieur Melvin McColloch, né à Grand Junction, Colorado, USA le 12 septembre 1936, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 14 août 2013, et

4. Monsieur David Dalrymple, né à Stanford, Californie, USA le 23 octobre 1977, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 13 août 2013, et

5. Monsieur Scott Silva, né à Modesto, Californie, USA le 1 décembre 1969, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 14 août 2013, et

6. Monsieur Jason Hanck, né à Newport Beach, Californie, USA le 25 avril 1969, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 14 août 2013, et

7. Monsieur Kyle Barker, né à Fresno, Californie, USA le 4 avril 1991, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à San Luis Obispo, CA, USA, le 13 août 2013, et

8. Monsieur Evan Gilstrap, né à Hollywood, Californie, USA le 30 juin 1974, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA,

dûment représenté par Madame Feirouz Ben Harira, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Freemont, CA, USA, le 14 août 2013.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparants, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'ils souhaitent constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «AssetLogic S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société peut détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, de même que transférer par vente, échange ou toute autre manière des valeurs mobilières de tout type, ainsi qu'administrer, gérer, contrôler et mettre en valeur son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut également lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société a également la possibilité d'agir en tant qu'associé ou actionnaire à responsabilité illimitée ou limitée pour les dettes et les obligations de n'importe quelle entité luxembourgeoise ou étrangère.

2.5 La Société peut également développer, promouvoir, ainsi que prêter des services de support relatifs à l'industrie des technologies de l'information. Elle peut développer, gérer, distribuer et vendre l'accès à des plateformes en ligne permettant notamment de stocker, gérer, auditer et échanger des informations confidentielles de manière sécurisée. Elle pourra développer, gérer, acheter, auditer et vendre tout logiciel ou produit lié aux plateformes en ligne permettant notamment de stocker, gérer, distribuer et échanger des informations confidentielles de manière sécurisée, ou tout autre produit lié directement ou indirectement à l'objet de la Société.

2.6 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

5.4 Toutes nouvelles parts sociales à payer en espèces seront offertes par préférence aux associés/à l'associé existant (s). Dans le cas où plusieurs associés existent, ces parts sociales seront offertes aux associés en proportion du nombre de parts sociales détenues par eux dans le capital social de la Société. Le conseil de gérance devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux associés annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, l'assemblée générale des associés appelée à délibérer sur une augmentation du capital social de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des associés/de l'associé existant(s). Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés**Art. 8. Décisions collectives des associés.**

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et Vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec la même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

13.4 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants ou à toute autre personne, associé ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

Art. 14. Nomination, Révocation des gérants et Durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, ne dispose pas d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; Procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par tout gérant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par tout gérant.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la seule signature d'un gérant, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Audit et Surveillance

Art. 20. Commissaire - Réviseur d'entreprises agréé.

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice

social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites comme suit:

- Cinq mille neuf cent soixante-douze (5.972) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Samuel Douglass Gilstrap, susmentionné, pour un prix de cinq mille neuf cent soixante-douze euros (EUR 5.972); et
- Mille neuf cent quatre-vingt-onze (1.991) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Bret Travis Prawitt susmentionné, pour un prix de souscription de mille neuf cent quatre-vingt-onze euros (EUR 1.991); et
- Mille neuf cent quatre-vingt-onze (1.991) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Melvin McColloch susmentionné, pour un prix de souscription de mille neuf cent quatre-vingt-onze euros (EUR 1.991); et
- Neuf cent quatre-vingt-seize (996) parts sociales ont été souscrites par Monsieur David Dalrymple susmentionné, pour un prix de souscription de neuf cent quatre-vingt-seize euros (EUR 996); et
- Cinq cent quatre-vingt-dix (590) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Scott Silva susmentionné, pour un prix de souscription de cinq cent quatre-vingt-dix euros (EUR 590); et
- Trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Kyle Barker susmentionné, pour un prix de souscription de trois cent quatre-vingt-dix-huit euros (EUR 398); et
- Trois cent soixante-quinze (375) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Evan Gilstrap susmentionné, pour un prix de souscription de trois cent soixante-quinze euros (EUR 375); et
- Cent quatre-vingt-sept (187) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Jason Hanck susmentionné, pour un prix de souscription de cent quatre-vingt-sept euros (EUR 187).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR EUR 1.500).

Résolutions des associés

Les associés fondateurs, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée illimitée:
 - (i) M Samuel Douglass Gilstrap, né(e) à Santa Monica, Californie, USA le 12 avril 1972, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA; et
 - (ii) M Bret Travis Prawitt, né(e) à Salt Lake City, Utah, USA le 16 Mai 1970, résidant professionnellement à 624 Clarion Court, Suite 200, San Luis Obispo, CA 93401, USA.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparants a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Harira, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 26 août 2013. REM/2013/1527. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 27 août 2013.

Référence de publication: 2013121565/640.

(130148154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2013.

DME-1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 179.771.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the fourteenth day of August.

Before the undersigned, Henri Hellinckx, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Liberianox Limited, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 5 Strati Myrivilli, 2046 Strovolos, Nicosia, Cyprus, registered with the Register of Commerce and Companies of Cyprus, under number HE 294398,

here represented by Ann Bruggeman, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Nicosia, on August 12, 2013.

2. Kosmaria Limited, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 30 Vyzantiou Street, 2064 Strovolos, Nicosia, Cyprus, registered with the Register of Commerce and Companies, under number HE 305936,

here represented by Ann Bruggeman, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Nicosia, on August 12, 2013.

3. Benelio Trading Limited, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 30 Vyzantiou Street, 2064 Strovolos, Nicosia, Cyprus, registered with the Register of Commerce and Companies of Cyprus, under number HE 317206,

here represented by Ann Bruggeman, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Nicosia, on August 12, 2013.

4. Rudival Limited, a company incorporated under the laws of Cyprus, having its registered office at 5 Strati Myrivilli, 2046 Strovolos, Nicosia, Cyprus, registered with the Register of Commerce and Companies, under number HE 317175,

here represented by Ann Bruggeman, lawyer, whose professional address is in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Nicosia, on August 12, 2013.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "DME-1 S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object, including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

3.5. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. The transfer of shares to third parties by reason of death must be approved by shareholders representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

6.6. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.7. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.8. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any manager, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager unless there are classes of managers in which case the Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of one class A manager and one class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

(i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or

(ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2014.

Subscription and payment

Liberianox Limited, represented as stated above, subscribes for three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of three thousand one hundred twenty five Euro (EUR 3,125),

Kosmaria Limited, represented as stated above, subscribes for three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of three thousand one hundred twenty five Euro (EUR 3,125),

Benelio Trading Limited, represented as stated above, subscribes for three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of three thousand one hundred twenty five Euro (EUR 3,125), and

Rudival Limited, represented as stated above, subscribes for three thousand one hundred twenty-five (3,125) shares in registered form, having a nominal value of one Euro (EUR 1) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of three thousand one hundred twenty five Euro (EUR 3,125),

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the Company's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following are appointed as manager of the Company for a period of an indefinite period:

Efrat Abuav, class A manager, businesswoman, born on December 1, 1977 in Israel, with residential address at Flato-wallee 16, 14055 Berlin; and

Richard van 't Hof, class B manager, born on October 5, 1965 in Barendrecht, the Netherlands, with professional address at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is located at 40, avenue Monterey, L- 2163 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties that this deed is drawn up in English, followed by a German version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof, his notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representatives of the appearing parties.

Folgt die Deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am vierzehnten Tag des Monats August,

ist vor dem unterzeichnenden Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

ERSCHIENEN:

1. Liberianox Limited, eine Gesellschaft gegründet nach Zypern Recht, mit Gesellschaftssitz in der 5 Strati Myrivilli, 2046 Strovolos, Nicosia, Zypern, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer HE 294398, hier vertreten durch Ann Bruggeman, Rechtsanwalt, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 12. August 2013 erteilt wurde.

2. Kosmaria Limited, eine Gesellschaft gegründet nach Zypern Recht, mit Gesellschaftssitz in der 30 Vyzantiou Street, 2064 Strovolos, Nicosia, Zypern, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer HE 305936, hier vertreten durch Ann Bruggeman, Rechtsanwalt, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 12. August 2013 erteilt wurde.

3. Benelio Trading Limited, eine Gesellschaft gegründet nach Zypern Recht, mit Gesellschaftssitz in der 30 Vyzantiou Street, 2064 Strovolos, Nicosia, Zypern, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer HE 317206,

hier vertreten durch Ann Bruggeman, Rechtsanwalt, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 12. August 2013 erteilt wurde.

4. Rudival Limited, eine Gesellschaft gegründet nach Zypern Recht, mit Gesellschaftssitz in der 5 Strati Myrivilli, 2046 Strovolos, Nicosia, Zypern, eingetragen beim Handels - und Gesellschaftsregister unter der Nummer HE 317175,

hier vertreten durch Ann Bruggeman, Rechtsanwalt, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, aufgrund der Vollmacht welche am 12. August 2013 erteilt wurde

Nach ne varietur Unterzeichnung von dem Stellvertreter der erschienenen Parteien und dem unterzeichnenden Notar, werden die besagten Vollmachten der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigelegt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben dargestellt, haben den unterzeichneten Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden.

I. Firma - Gesellschaftssitz - Geschäftszweck - Dauer

Art. 1. Firma. Die Firma der Gesellschaft lautet „DME-1 S.à r.l.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführungsrates der Gesellschaft an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Der Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2. Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsräume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden. Wenn der Geschäftsführungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass

diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Sitz bis zur vollständigen Wiederherstellung des ursprünglichen Zustandes vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die fraglichen Entwicklungen oder Ereignisse vollständig beendet sind. Derartige vorübergehende Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf oder Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen. Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs investieren.

3.2. Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen, ausgenommen im Wege eines öffentlichen Angebots. Sie kann, jedoch nur durch Privatplatzierungen, Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenzertifikate ausgeben. Die Gesellschaft kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt, die Erträge aus Kreditverbindlichkeiten an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaft verleihen. Des Weiteren kann die Gesellschaft in Bezug auf ihr gesamtes oder nur einen Teil ihres Vermögens Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3. Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren und Mittel zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechselkurseinwirkungs-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern.

3.4. Die Gesellschaft ist befugt alle gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeiten und Transaktionen in Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lässt oder diesen fördert, einschließlich, aber nicht begrenzt auf der Akquisition, Besitz, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Dividieren, Entleeren, Rückforderung, Entwicklung, Verbesserung, Pflege, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, Verpfändung, Verpfändung oder anderweitig zu belasten bewegliches oder unbewegliches Vermögen.

3.5. Die obige Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung ist nicht einschränkend.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Gesellschafter betrifft, aufgelöst.

II. Kapital - Geschäftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500), bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12,500) Geschäftsanteilen mit einem Nennwert von ein Euro (EUR 1).

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch Beschluss der Gesellschafter in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Die Geschäftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft lässt nur einen (1) Eigentümer pro Geschäftsanteil zu.

6.2. Die Geschäftsanteile sind unter Gesellschaftern frei übertragbar.

6.3. Hat die Gesellschaft nur einen Alleingesellschafter, so sind die Geschäftsanteile an Dritte frei übertragbar.

6.4. Hat die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter, bedarf die Übertragung von Geschäftsanteilen (inter vivos) an Dritte der vorherigen Zustimmung der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft vertreten müssen.

6.5. Die Übertragung von Geschäftsanteilen aufgrund eines Todesfalles an Dritte bedarf der Zustimmung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel der Rechte der Überlebenden vertreten.

6.6. Eine Anteilsübertragung ist gegenüber der Gesellschaft oder Dritten nur wirksam, wenn eine solche gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Bürgerlichen Gesetzbuches gegenüber der Gesellschaft angezeigt oder von dieser anerkannt wurde.

6.7. Am Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterregister geführt, welches auf Anfrage eines jeden Gesellschafters eingesehen werden kann.

6.8. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen, vorausgesetzt:

- (i) die Gesellschaft verfügt über ausreichende ausschüttbare Reserven; oder
- (ii) der Rückkauf beruht auf einer Herabsenkung des Gesellschaftskapitals.

III. Verwaltung - Stellvertretung

Art. 7. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern verwaltet. Diese werden durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung bestellt, welcher auch ihre Amtszeit festlegt. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

7.2. Die Geschäftsführer können zu jedem Zeitpunkt mit oder ohne Grund von der Hauptversammlung abberufen werden.

Art. 8. Geschäftsführungsrat. Wurden mehrere Personen zum Geschäftsführer ernannt, so bilden diese den Geschäftsführungsrat (der Rat). Die Gesellschafter können beschliessen, Geschäftsführer aus zwei verschiedenen Klassen zu ernennen, i.e. einen oder mehrere Klasse A Geschäftsführer und einen oder mehrere Klasse B Geschäftsführer.

8.1. Befugnisse des Geschäftsführungsrates

(i) Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die Satzung dem/den Gesellschafter(n) vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Rates, welchem die Befugnisse zustehen, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang sind.

(ii) Der Rat kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen.

8.2 Verfahren

(i) Auf Wunsch vom Geschäftsführer findet eine Versammlung des Rates, an einem in der Bekanntmachung genannten Ort, grundsätzlich aber in Luxemburg, statt.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Versammlung des Rates geht allen Geschäftsführern spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor der Versammlung zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung darzulegen sind.

(iii) Eine Bekanntmachung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Rates bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und jeder von ihnen erklärt, dass ihm die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Bekanntmachung kann ein Geschäftsführer zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Bekanntmachungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Rat verabschiedet wurde.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Versammlung des Rates vertreten zu lassen.

(v) Der Rat ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse des Rates sind wirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Geschäftsführer gefasst werden. Die Beschlüsse des Rates werden in Sitzungsprotokollen festgehalten, welche vom Vorsitzenden der Versammlung oder, wenn kein Vorsitzender bestimmt wurde, von allen bei der Sitzung anwesenden und vertretenen Geschäftsführern unterzeichnet werden.

(vi) Jeder Geschäftsführer kann per Telefon- oder Videokonferenz oder durch jedes andere, vergleichbare Kommunikationsmittel an einer Versammlung des Rates teilnehmen, welches es allen Teilnehmern der Versammlung ermöglicht, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme ist einer persönlichen Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung gleichzusetzen.

(vii) Beschlüsse in Textform, welche von allen Geschäftsführern unterzeichnet sind (Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer), sind genauso gültig und verbindlich wie ein Beschluss, der in einer ordentlich einberufenen und abgehaltenen Versammlung des Rates gefasst wurde und tragen das Datum der zuletzt hinzugefügten Unterschrift.

8.3 Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, wenn die Gesellschafter verschiedene Geschäftsführerklassen, namentlich Klasse A und Klasse B Geschäftsführer ernannt haben, durch die gemeinschaftliche Unterschrift eines Klasse A Geschäftsführers und eines Klasse B Geschäftsführers gebunden.

(ii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterzeichnung der durch den Rat mit Spezialvollmachten ausgestatteten Personen gebunden.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer. Wird die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer verwaltet, ist jede oben genannte Bestimmung welche für den Geschäftsführungsrat, die Geschäftsführer oder einen Geschäftsführer gilt, auch auf den einzelnen Geschäftsführer sinngemäß anzuwenden.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer. Die Geschäftsführer sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haftbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung sowie den gesetzlichen Vorschriften stehen.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Hauptversammlung und Zirkularbeschlüsse der Gesellschafter.

11.1. Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden in einer Versammlung der Gesellschafter (jede eine Hauptversammlung) gefasst, es sei denn sie werden in Übereinstimmung mit Artikel 11.1. (ii) gefasst.

(ii) Bei weniger als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern können Gesellschafterbeschlüsse schriftlich gefasst werden (Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse).

(iii) Jedes Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.2. Bekanntmachung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Die Gesellschafter können durch den Rat zur Hauptversammlung einberufen werden. Der Rat muss eine Hauptversammlung auf Anfrage von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen.

(ii) Eine schriftliche Bekanntmachung einer jeden Hauptversammlung geht allen Gesellschaftern spätestens acht (8) Tage im Voraus zu, es sei denn es liegt ein Notfall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Bekanntmachung dazulegen sind.

(iii) Werden Beschlüsse im Wege der Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse gefasst, so übersendet der Rat den Inhalt der Beschlüsse an alle Gesellschafter. Die Gesellschafter müssen schriftlich wählen und der Gesellschaft innerhalb der vom Rat festgesetzten Frist ihre Stimme zurücksenden. Jeder Geschäftsführer ist zur Feststellung der Zahl der abgegebenen Stimmen berechtigt.

(iv) Die Hauptversammlung findet an dem in der Bekanntmachung genannten Ort und Zeit statt.

(v) Die Hauptversammlung kann ohne vorherige Bekanntmachung abgehalten werden, wenn alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist und sie sich selbst als ordnungsgemäß einberufen betrachten.

(vi) Ein Gesellschafter kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei der Hauptversammlung vertreten zu werden.

(vii) Die in den Hauptversammlungen zu fassenden Beschlüsse werden von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Hauptversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Hauptversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Quote des vertretenen Gesellschaftskapitals.

(viii) Die Satzung kann mit Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden.

(ix) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Gesellschafter.

(x) Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden mit den oben genannten Mehrheiten gefasst und tragen das Datum der letzten Unterschrift, welche vor dem Auslaufen der vom Rat gesetzten Frist eingeht.

Art. 12. Alleingesellschafter. Sofern die Gesellschaft auf einen (1) Gesellschafter reduziert wird:

(i) übt dieser alle Befugnisse aus, welche der Hauptversammlung durch das Gesetz verliehen wurden;

(ii) Bezugnahmen innerhalb dieser Satzung auf die Gesellschafter, die Hauptversammlung oder die Schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse gelten entsprechend für den Alleingesellschafter oder die von ihm gefassten Beschlüsse;

(iii) die von dem Alleingesellschafter gefassten Beschlüsse sind schriftlich zu verfassen.

V. Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 13. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

13.1. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1) Januar und endet am einunddreißigsten (31) Dezember eines jeden Jahres.

13.2. Der Rat erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft gemeinsam mit einer Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft wiedergibt mit einem Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft, die Verbindlichkeiten des Geschäftsführers und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Ein jeder Gesellschafter kann die Bestandsliste und die Bilanz am Sitz der Gesellschaft einsehen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten müssen wie folgt genehmigt werden:

(i) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) nicht überschreitet, innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des gegebenen Geschäftsjahres entweder (a) in der jährlichen Hauptversammlung (wenn eine solche stattfindet) oder (b) im Wege von Schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen; oder

(ii) bei mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern, innerhalb von sechs (6) Monaten nach Beendigung des gegebenen Geschäftsjahres.

Art. 14. Wirtschaftsprüfer.

14.1. Sofern dies vom Gesetz vorgeschrieben ist, wird der Betrieb der Gesellschaft von einem oder mehreren genehmigten externen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur d'entreprises agréé) kontrolliert. Die Hauptversammlung ernennt die genehmigten externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé), wenn es diese gibt, und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit.

14.2. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) überschreitet, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer(n) (commissaires) überprüft, es sei denn, das Gesetz würde die Ernennung eines oder mehrerer genehmigten externen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur d'entreprises agréé) vorschreiben. Die Wirtschaftsprüfer können auf der jährlichen Hauptversammlung wiederernannt werden. Sie müssen keine Gesellschafter sein.

Art. 15. Gewinnausschüttung.

15.1. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt (die Gesetzliche Rücklage). Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die Gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat.

15.2. Die Gesellschafter bestimmen die Verteilung des Überschusses des jährlichen Nettogewinns. Sie können, in Übereinstimmung mit den geltenden gesetzlichen Regelungen, mit dem Überschuss eine Dividendenausschüttung vornehmen, diesen auf ein Rücklagenkonto einzahlen oder als Gewinn vortragen.

15.3. Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) ein Zwischenabschluss wird vom Rat angefertigt;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Aktienagio) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits verabschiedet wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und auszuschüttenden Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Rat innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden; und

(iv) unter Einbeziehung der Aktiva der Gesellschaft dürfen die Rechte der Gläubiger der Gesellschaft nicht durch die Zwischenausschüttung gefährdet werden.

Falls die gezahlten Abschlagsdividenden die Ende des Geschäftsjahres zur Ausschüttung zur Verfügung stehenden Gewinne überschreitet, hat der Rat das Recht, die Abschlagsdividenden welche nicht tatsächlich erzielten Gewinnen entsprechen, zurückzufordern und die Gesellschafter müssen sofort auf Anfrage des Rats den Überschuss an die Gesellschaft zurückerstatten.

VI. Auflösung - Liquidation

16.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Mehrheit der Gesellschafter, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, aufgelöst werden. Die Gesellschafter ernennen einen (1) oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Gesellschafter, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen.

16.2. Der Mehrwert (falls es einen gibt) nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen aufgeteilt.

VII. Allgemeine Bestimmungen

17.1. Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden, Zirkularbeschlüsse der Geschäftsführer, Schriftliche Gesellschafterbeschlüsse werden schriftlich, durch Telefax, E-Mail oder im Wege anderer elektronischer Kommunikationsmittel dokumentiert.

17.2. Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Versammlung des Rates können von einem Geschäftsführer, in Übereinstimmung mit den vom Rat genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt. Unterschriften auf Zirkularbeschlüssen der Geschäftsführer, Beschlüsse die in einer Telefon- oder Videokonferenz gefasst werden beziehungsweise schrift-

liche Gesellschafterbeschlüsse müssen auf dem Original abgegeben werden oder auf mehreren Ausfertigungen desselben Dokuments, welche zusammen ein und dasselbe Dokument bilden.

17.4. Sämtliche nicht ausdrücklich durch die Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Gesellschafter in der Zwischenzeit eingehen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung dieser Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Liberianox Limited, wie vorstehend vertreten, zeichnet dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3,125) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je ein Euro (EUR 1) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3,125) zu erbringen,

und

Kosmaria Limited, wie vorstehend vertreten, zeichnet dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3,125) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je ein Euro (EUR 1) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3,125) zu erbringen,

und

Benelio Trading Limited, wie vorstehend vertreten, zeichnet dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3,125) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je ein Euro (EUR 1) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3,125) zu erbringen,

und

Rudival Limited, wie vorstehend vertreten, zeichnet dreitausendeinhundertfünfundzwanzig (3,125) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von je ein Euro (EUR 1) und erklärt die vollständige Bareinlage dieser Geschäftsanteile in Höhe von dreitausendeinhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 3,125) zu erbringen.

Der Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung und ein Beleg hierfür liegt dem unterzeichneten Notar vor.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen, werden ungefähr EUR 1.500.- betragen.

Beschlüsse der Gesellschafter

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, haben ihre Gesellschafter, welcher die Gesamtheit der gezeichneten Geschäftsanteile vertreten, folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Folgenden werden für einen Zeitraum von einen unbestimmten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft ernannt:

Als Klasse A Geschäftsführer: Efrat Abuav, Geschäftsfrau, geboren am 1. Dezember 1977 in Israel, wohnhaft in der Flatowallee 16, 14055 Berlin; und

Als Klasse B Geschäftsführer: Richard van 't Hof, geboren am 5. Oktober 1965 in Barendrecht, Niederlande, geschäftsansässig in 65, Boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1331 Luxemburg.

2. Sitz der Gesellschaft ist in 40, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, welcher die englischen Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit auf Anfrage der erschienenen Parteien, dass die Urkunde in Englisch, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst wurde, und dass im Falle einer Abweichung, die englische Fassung maßgeblich sein soll.

Diese notarielle Urkunde ist in Luxemburg, am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem der Notar diese Urkunde laut vorlas wurde sie von ihm und dem Stellvertreter der erschienenen Parteien unterschrieben.

Gezeichnet: A. BRUGGEMAN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 août 2013. Relation: LAC/2013/38831. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 27. August 2013.

Référence de publication: 2013121693/586.

(130148344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2013.

S.D.D.T. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 76, route Asselborn.

R.C.S. Luxembourg B 179.728.

—
STATUTS

L'an deux mille treize, le quatorze août.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Damien THOMAS, administrateur de sociétés, né le 6 janvier 1966 à Spa (Belgique), demeurant à 356A, rue Mathieu Nisen, B-4970 Francorchamps,

ici représenté par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 30 juillet 2013.

2) Monsieur André THOMAS, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1939 à Francorchamps (Belgique), demeurant à 348, rue Mathieu Nisen, B- 4970 Francorchamps,

ici représenté par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 30 juillet 2013.

3) Monsieur François RYELANDT, administrateur de sociétés, né le 13 juillet 1967 à Ixelles (Belgique), demeurant à 60, rue Adolphe Vandenschrieck, B-1090 Jette,

ici représenté par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 1^{er} août 2013.

4) Monsieur Dominique THOMAS, administrateur de sociétés, né le 27 mai 1962 à Spa (Belgique), demeurant à 17, Avenue Marie-Henriette, B-4900 Spa,

ici représenté par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 30 juillet 2013.

5) Monsieur Jean Sébastien THOMAS, administrateur de sociétés, né le 6 novembre 1986 à Malmédy (Belgique), demeurant à 10/6, Avenue Rogier, B-4000 Liège,

ici représenté par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo,

en vertu d'une procuration sous seing privée donnée le 31 juillet 2013.

Lesquelles procurations, paraphées «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme sociale. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 6.1, 6.2, 6.5, 8 et 11.2, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. Objet social. A l'exclusion des professions réglementées, la société aura pour objet toutes prestations de services tels que le commissionnement, tous travaux de facture d'orgues et d'instruments de musique, la location de matériel et l'organisation événementielle.

La société aura également comme objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle pourra accomplir toutes opérations généralement quelconques, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient lui paraître nécessaires à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Dénomination. La Société aura la dénomination: «S.D.D.T. Lux S.à r.l.».

Art. 5. Siège social.

5.1 Le siège social est établi dans la commune de Troisvierges.

5.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

5.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

5.4 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social - Parts sociales.

6.1 - Capital Souscrit et Libéré

6.1.1 Le capital social est fixé à 12.500,- EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS euros) représenté par 125 (CENT VINGT-CINQ) parts sociales d'une valeur nominale de 100,- EUR (CENT euros), toutes entièrement souscrites et libérées.

6.1.2 A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi; Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouvent à s'appliquer, chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit.

6.2 - Modification du Capital Social

Le capital social souscrit peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'article 8 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi.

6.3 - Participation aux Profits

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.4 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.5 - Transfert de Parts Sociales

6.5.1 Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

6.5.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

6.5.3 Les parts sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

6.5.4 Les transferts de parts sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

6.6 - Enregistrement des Parts Sociales

Toutes les parts sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi.

Art. 7. Gérance.

7.1 - Nomination et Révocation

7.1.1 La Société est gérée par un gérant unique ou par plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'est/ne sont pas nécessairement associé(s).

7.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés.

7.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

7.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance n'est ou ne seront pas rémunéré(s) pour ses/leurs services en tant que gérant, sauf s'il en est décidé autrement par l'assemblée générale des associés. La Société pourra rembourser tout gérant des dépenses raisonnables survenues lors de l'exécution de son mandat, y compris les dépenses

raisonnables de voyage et de logement survenus lors de la participation à des réunions du conseil de gérance, en cas de pluralité de gérants.

7.2 - Pouvoirs

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

7.3 - Représentation et Signature Autorisée

7.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et sous réserve du respect des termes du présent article 7.3.

7.3.2 La Société est engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants par la seule signature du gérant A ou par la signature conjointe du gérant B avec le gérant A.

7.3.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

7.3.4 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

7.4 - Président, Vice-Président, Secrétaire, Procédures

7.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

7.4.2 Les résolutions du conseil de gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui, signés par le président et le secrétaire ou par un notaire, seront déposées dans les livres de la Société.

7.4.3 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le président, le secrétaire ou par un quelconque gérant.

7.4.4 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

7.4.5 En cas de pluralité de gérants, les résolutions ne pourront être prises qu'à la majorité des voix exprimées par les gérants présents ou représentés à ladite réunion.

7.4.6 Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

7.4.7 Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par "conférence calf via téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

7.5 - Responsabilité des Gérants

Tout gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 8. Assemblée générale des associés.

8.1 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

8.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

8.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société et pour lequel un vote à l'unanimité des associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

8.4 La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des associés.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq, une assemblée générale des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le dernier mardi du moi de mai à 16h00.

9.2 Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale devrait se tenir le jour ouvrable suivant. L'assemblée générale pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis unanime et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 10. Vérification des comptes. Si le nombre des associés est supérieur à vingt cinq, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Art. 11. Exercice social - Comptes annuels.

11.1 - Exercice Social

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

11.2 - Comptes Annuels

11.2.1 A la fin de chaque exercice social, le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire (indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société) ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

11.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.

Art. 12. Distribution des profits.

12.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

12.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent décider du paiement d'un dividende, affecter le solde à un compte de réserve ou le reporter.

12.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le conseil de gérance;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le conseil de gérance dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et
- (v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

Art. 13. Dissolution - Liquidation.

13.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

13.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

13.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Art. 14. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.

Art. 15. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être à tout moment modifiés par l'assemblée des associés selon le quorum et conditions de vote requis par les lois du Grand - Duché de Luxembourg.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription

Les Statuts ainsi établis, la partie qui a comparu déclare souscrire le capital comme suit:

Monsieur Damien THOMAS	25 parts sociales
Monsieur André THOMAS	25 parts sociales
Monsieur François RYELANDT	25 parts sociales
Monsieur Dominique THOMAS	25 parts sociales
Monsieur Jean Sebastien THOMAS	25 parts sociales
	<u>125 parts sociales</u>

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que le montant de 12.500,- EUR (DOUZE MILLE CINQ CENTS euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents (1.200 EUR).

Avertissement

Le notaire instrumentaire a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, ceux-ci doivent être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoqués, ont pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au à L-9907 Troisvierges, 76, route d'Asselborn;
2. Sont appelés à la fonction de gérant pour une durée indéterminée:

Gérant A:

- Monsieur Damien THOMAS, né le 6 janvier 1966 à Spa (Belgique), demeurant à 356A, rue Mathieu Nisen, B-4970 Francorchamps;

Gérant B

- Monsieur André THOMAS, né le 10 avril 1939 à Francorchamps (Belgique), demeurant à 348, rue Mathieu Nisen, B-4970 Francorchamps.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 août 2013. LAC/2013/38679. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2013.

Référence de publication: 2013121421/248.

(130147690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2013.

Adeje S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 179.783.

STATUTS

L'an deux mille treize, le treize août.

Par-devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame.

A comparu:

"ECB FINANCIAL CORPORATE S.A.", une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener, en voie d'immatriculation auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg,

ici dûment représentée par son administrateur-délégué Monsieur Eric BRENEY, administrateur de sociétés, né à Besançon (France) le 16 juillet 1962, demeurant à E-38624 Arona/Ténériffe, Guaza Playa San Juan,

lui-même ici représenté par Maître Marie Béatrice WINGERTER DE SANTEUL, avocat, demeurant professionnellement à L-2551 Luxembourg, 41, avenue du X Septembre,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 2 août 2013,

laquelle procuration, paraphée "ne varietur", restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "ADEJE S.A.".

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est indéterminée.

Art. 2. La société aura pour objet les activités de conseils en économie et en investissements immobiliers, et à ce titre, notamment, les prestations en faveur de sociétés filiales ou de sociétés dans lesquelles elle aurait des intérêts directs, indirects, connexes, ou de sociétés tierces, de détermination des besoins en investissements et de recherche au vu des capacités d'investissements déterminés, d'actifs immobiliers en vue de la concrétisation desdits investissements.

La société se réserve, au titre de ses activités de conseils en accompagnement d'investissements immobiliers, d'exercer ses prestations en faveur de sociétés filiales, ou dans lesquelles elle aurait des intérêts directs, indirects ou connexes, ou de sociétés tierces.

De plus, la société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société aura encore pour objet notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, la gestion et la mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société aura, en sus, les activités de promoteurs et de développeurs immobiliers et, à ce titre, notamment de recherches d'actifs immobiliers, quelle qu'en soit la nature, et l'affectation ou l'usage, en vue de la réalisation d'opérations de promotions, de restructurations, ou de réaménagement;

Etant entendu que la société se réserve la faculté d'exercer lesdites activités de promoteurs, et développeurs par elle-même, ou de déléguer l'exécution effective de ces dernières à des filiales, ou des sociétés dans lesquelles elle aurait des intérêts directs ou indirects, ou encore à des sociétés tierces.

La société aura ainsi, notamment pour activités, les prestations de recherches et sélection de projets immobiliers en vue de la réalisation d'investissements, respectivement les activités d'accompagnement dans la détermination des besoins financiers et la recherche de partenaires financiers en vue du financement des projets sélectionnés; et encore, les activités de recherches, sélection et conseils de partenaires, tels que constructeurs, aménageurs, cabinets d'architectes, développeurs, commercialisateurs, compagnies d'assurances, etc., en vue de la réalisation effective desdits projets.

La société aura encore, pour activités, la gestion administrative et le conseil en développement en faveur de ses filiales ou de sociétés tierces.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,00), divisé en soixante-deux (62) actions de cinq cent euros (EUR 500,00) chacune.

Les actions de la société sont émises au porteur.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social initial à concurrence de cent dix-neuf mille euros (EUR 119.000,00) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,00), le cas échéant par l'émission de deux cent trente-huit (238) actions de cinq cents euros (EUR 500,00) chacune, jouissant des mêmes droits que les actions existantes. En conséquence, il est autorisé à réaliser cette augmentation de capital, spécialement à émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, à fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles, à déterminer les conditions de souscription et de libération, à faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires, enfin à arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution, à faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin, à mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

Art. 5. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, soit par la signature conjointe de trois administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Art. 7. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la nomination du président et d'un ou de plusieurs administrateurs-délégués.

Art. 8. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 9. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille treize.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier mardi du mois de juin de chaque année à onze heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 12. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 13. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante préqualifiée, représentée comme ci-avant, déclare souscrire à l'intégralité des actions.

25% (vingt-cinq pourcent) de ces actions ont été libérés par des versements en espèces, de sorte que la somme de sept mille sept cent cinquante euros (EUR 7.750,00) se trouve maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

122016

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de deux mille euros (EUR 2.000,00).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, la comparante préqualifiée, représentée comme ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoquée, s'est constituée en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elle a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4).

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Eric BRENEY, prénommé,
- b) Madame Clotilde MOUGIN, épouse BRENEY, administratrice de sociétés, née à Vesoul (France) le 3 novembre 1966, demeurant à E-38624 Arona/Ténériffe, Guaza Playa San Juan,
- c) Monsieur Frank CHRISTIAENS, conseiller économique, né le 7 mai 1968 à Tongres (Belgique), demeurant à L-5823 Fentange, 54, Op der Sterz,
- d) Monsieur Bernard STEINBACH, conseiller économique, né à Antony (France) le 18 octobre 1945, demeurant à L-1128 Luxembourg, 20, rue Val Saint André,

Est nommé aux fonctions de Président du Conseil d'administration de la société:

Monsieur Eric BRENEY, prénommé.

Est nommé aux fonctions d'administrateur-délégué de la société:

Monsieur Bernard STEINBACH, prénommé.

Les mandats des administrateurs et de l'administrateur-délégué prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix-neuf.

2.- Le nombre de commissaire est fixé à un. Est nommé commissaire:

Monsieur Richard GAUTHROT, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille dix-neuf.

4.- Le siège social est établi à L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la comparante, connu du notaire par noms, prénoms, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.-B. Wingerter de Santeul, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 14 août 2013. Relation: LAC/2013/38105. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2013.

Référence de publication: 2013122258/172.

(130148574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.

GSLP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1341 Luxembourg, 3, place Clairefontaine.

R.C.S. Luxembourg B 26.363.

Beschluss der Geschäftsleitung vom 13. August 2013

Zum Abschlussprüfer 2013 wird die Gesellschaft BDO Audit, R.C.S. Luxembourg B 147 570, mit Sitz in L - 1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle ernannt. Das Amt endet auf der in 2014 stattfindenden Gesellschafterversammlung, Luxembourg, den 27. August 2013.

Référence de publication: 2013122447/11.

(130149091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2013.
